

Commune de SURZUR

*1 place Xavier De Langlais
56 450 Surzur*



PLAINE SPORTIVE

AMENAGEMENT D'UN TERRAIN DE FOOTBALL EN GAZON SYNTHETIQUE

REGLEMENT DE CONSULTATION

Date et heure limites de réception des offres :

11 aout 2025 à 12 h : 00

SOMMAIRE

Article 1 – Objet du marché	3
1.1 – Acheteur - Objet du Marché	3
1.2 - Mode de passation	3
1.3 - Caractéristiques des prix	3
1.4 - Décomposition de la consultation	3
1.5 - Conditions de participation des concurrents	3
1.6 – Nomenclature CPV	4
1.7 - Modification de détail du dossier de consultation	4
1.8 – Demande de renseignement et information complémentaire	4
Article 2 - Conditions de la consultation	4
2.1 - Délai de validité des offres	4
2.2 - Forme juridique du groupement	4
2.3 - Variante	4
2.4 - PSE	5
2.5 - Mode de règlement et modalités de financement	5
2.6 - Confidentialité et mesures de sécurité	5
Article 3 - Les intervenants	5
Article 4 - Contenu du dossier de consultation	5
Article 5 - Communication et échanges d'informations par voie électronique :	5
Article 6 - Présentation des candidatures et des offres	6
Article 7 - Documents à produire	6
Article 8 - Echantillons	7
Article 9 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	8
9.1 - Transmission électronique	8
9.2 - Transmission sous support papier	9
Article 10 - Examen des candidatures et des offres	9
10.1 - Sélection des candidatures	9
10.2 – Jugement des offres	9
10.3 - Attribution du marché	11
Article 11 - Renseignements complémentaires	11
11.1 - Adresses supplémentaires et points de contact	11
11.2 - Procédures de recours	11
ANNEXE 1 : Modalités de mise en œuvre de la clause d'insertion	12
Article 1 – Les principes	12
Article 2 – Objet de l'insertion	12
Article 3 – Les modalités de l'insertion	12
Article 4 – le dispositif d'accompagnement des entreprises :	12
Article 5 – Conditions de présentation des offres et de mise au point du marché	13
Article 6 – Contrôle de l'exécution effective de la clause d'insertion	13
Article 7 - Pénalités pour non-respect de la clause d'insertion sociale	13

Article 1 – Objet du marché

1.1 – Acheteur - Objet du Marché

❑ Acheteur

Commune de Surzur

Aménagement du territoire

Représentant : Madame le Maire de la commune de Surzur

Adresse : Mairie

1 Place XAVIER DE LANGLAIS

56 450 SURZUR

Téléphone : 02-30-08-01-25

Courriel : amenagement.territoire@surzur.fr

❑ Objet du marché

La Commune de SURZUR envisage la construction d'un terrain de football en gazon synthétique en lieu et place du terrain de football existant en herbe.

Le projet prévoit la construction d'un terrain de football en gazon synthétique de 105 X 68 mètres et d'une piste d'athlétisme à 2 couloirs en périphérie de l'aire de jeux.

Le classement attendu du terrain synthétique est un T5 selon le Règlement de la Fédération Française de Football.

1.2 - Mode de passation

MARCHE PUBLIC passé en application de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 et du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018.

Marché de travaux engagé selon la procédure adaptée dans le cadre de l'article L2123-1 du Code de la Commande publique.

1.3 - Caractéristiques des prix

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés forfaitairement selon les stipulations de l'acte d'engagement, en tenant compte de toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux et prestations, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice, ainsi que :

- ❑ Les dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.
- ❑ Les dépenses liées aux mesures engendrées par l'évacuation des déchets,
- ❑ Les dépenses liées aux mesures de protection de l'environnement,
- ❑ Les dépenses liées aux mesures sanitaires.

Les prix seront établis sans rabais ni dédit.

1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations font l'objet d'un lot unique réalisé en une seule tranche. La consultation n'est pas décomposée en lots pour les motifs suivants : La dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

1.5 - Conditions de participation des concurrents

Conformément aux articles L1220-1 à L1220-3 du code de la commande publique et à l'arrêt du Conseil d'Etat n°436532 du 08/10/2020, si l'étude des offres démontre que plusieurs personnes morales différentes, qui constituent en principe des opérateurs économiques distincts, n'ont pas d'autonomie commerciale, résultant notamment des liens étroits entre leurs actionnaires ou leurs dirigeants, qui peut se manifester par l'absence totale ou partielle de moyens distincts ou la similarité des leurs offres, alors ces personnes morales seront regardées comme un seul et même soumissionnaire et seule sera retenue la dernière réponse déposée (article R2151-6 du code de la commande publique).

Conformément à l'article R2142-74 du Code de la commande publique, une même personne ne peut

représenter plus d'un candidat pour un même marché à peine d'irrégularité. Tous les groupements constitués des mêmes opérateurs économiques permutant leur responsabilité seront considérés comme un seul et même soumissionnaire.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt.

Elle devra également indiquer :

- ❑ Les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée,
- ❑ La dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement solidaire. Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'il est indiqué ci-après.

L'attention des candidats est attirée sur le point suivant :

- ❑ En cas de groupement, et quelle que soit sa forme, l'opérateur économique disposant de la compétence « terrains de sport » sera obligatoirement désigné comme mandataire.

1.6 – Nomenclature CPV

CODE CPV	Libellé CPV
45212100-7	Construction d'équipements pour les loisirs
45212221-1	Travaux de construction d'ouvrages pour terrain de sports
45233200-1	Travaux de revêtement divers

1.7 - Modification de détail du dossier de consultation

Le Maître de l'Ouvrage se réserve la possibilité d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation, au plus tard 8 jours avant la date limite de réception des offres.

Cette disposition reste valable dans le cas où cette date serait reportée.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

1.8 – Demande de renseignement et information complémentaire

Les communications et échanges s'effectueront pendant toute la consultation par voie électronique via le profil acheteur.

Les candidats devront poser leur question au plus tard avant le 11 juillet, passer cette date ces questions ne seront pas prises en compte et feront l'objet d'aucune réponse.

Article 2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 90 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement solidaire. Si le groupement attributaire est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur. Le marché en cause couvre un territoire relativement large et prévoit la livraison ou la réalisation d'une quantité considérable de prestations qui sont très étroitement imbriquées.

2.3 - Variante

Le candidat répondra obligatoirement à la solution de base ; une solution variante peut néanmoins être proposée par le titulaire, sous réserve du respect des exigences minimales définies dans les cahiers des charges.

Le maître d'ouvrage sera particulièrement réceptif à toute proposition innovante présentant des avantages

environnementaux, notamment en matière de réduction de l'empreinte carbone, d'utilisation de matériaux à faible impact écologique ou de procédés visant à améliorer la performance environnementale et la durabilité des structures.

La solution variante proposée ne pourra porter que sur la structure du terrain de football et de la piste d'athlétisme.

Elle devra satisfaire aux exigences du cahier des *Clauses Techniques Particulières*.

Les autres prestations décrites dans les différentes pièces du marché ne pourront être modifiées.

L'altimétrie projet du terrain ne devra en aucun cas être modifiée.

Détail de la solution variante :

Terrassement / Empierrement / Couche drainante / Couche de souplesse / Gazon synthétique

2.4 - PSE

La prestation supplémentaire éventuelle concerne le dispositif de remplissage de la main courante.

2.5 - Mode de règlement et modalités de financement

Les travaux seront financés suivant le budget d'investissement établi par le maître d'ouvrage.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

2.6 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du *Cahier des clauses administratives particulières* qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces mesures de sécurité.

Article 3 - Les intervenants

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

CPA - Auray

Le maître d'œuvre est : Mr SPRIET

La mission du maître d'œuvre comprend les éléments suivants :

AVP, PRO/DCE, ACT, VISA, DET, AOR

Article 4 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- ☐ Le règlement de la consultation (RC)
- ☐ L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- ☐ Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- ☐ Les cahiers des clauses techniques particulières respectif à chaque lot (CCTP) et annexes
- ☐ La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire,
- ☐ Les plans.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Article 5 - Communication et échanges d'informations par voie électronique :

Les communications et échanges s'effectueront pendant toute la consultation par voie électronique par le biais du profil acheteur à l'adresse suivante : <https://marches.megalisbretagne.bzh>.

A cet effet, le candidat renseignera son adresse courriel où il souhaite être informé dès le retrait des DCE et à l'acte d'engagement et ce pour toute la procédure.

Article 6 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.
Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Article 7 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :
Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Oui
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L 5212-1 à L 5212-11 du code du travail	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	Non
Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin)	Non
Qualifications professionnelles Certificats de qualifications professionnelles. La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen (certificats d'identité professionnelle conformément au CCTP, références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur à réaliser la prestation)	Non
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat	Non
Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du contrat	Non

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr, soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pour chaque sous-traitant mentionné dans l'offre, le candidat devra joindre :

- ☐ Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant,
- ☐ Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Pièces de l'offre :

Solution de base :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes	Oui
Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) Les pièces qui font foi sont celles existantes dans les locaux du maître d'ouvrage	Non
Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes Les pièces qui font foi sont celles existantes dans les locaux du maître d'ouvrage	Non
La décomposition du prix global et forfaitaire pour la solution de base	Oui
Le mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat solution de base	Non
Les échantillons de produits	
Le document rempli CADRE COUCHE DE JEU	Oui

Si le candidat propose une solution variante :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes	Oui
La décomposition du prix global et forfaitaire pour la solution variante	Oui
Le mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat solution variante	Non
Le document rempli CADRE COUCHE DE JEU	Oui

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

Article 8 - Echantillons

Les candidats devront mettre à disposition les échantillons suivants :

- ☐ Couche de souplesse
- ☐ Gazon synthétique
- ☐ Matériaux de remplissage

Le candidat mettra à disposition un échantillon rempli et un échantillon vide du revêtement.

Ces échantillons seront à déposer, au plus tard aux date et heure limite de remise des offres fixés en page de garde, à l'adresse suivante :

MAIRIE de SURZUR - 1, place Xavier de Langlais - 56450 SURZUR

Les échantillons pourront être récupérés par les candidats à leur demande et à leurs frais après jugement des offres.

Les échantillons devront obligatoirement mentionner le nom du candidat.

L'absence ou la non-conformité d'échantillon demandé entraînera le rejet de l'offre.

Article 9 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

9.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.megalisbretagne.org>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé USB) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Elle est ouverte dans les cas suivants :

- ☐ *Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique*
- ☐ *Lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.*

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante : MAIRIE DE SURZUR

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants : .DOC, .XLS, .PDF.

L'organisation et le nommage des fichiers attendus par le pouvoir adjudicateur est le suivant : les noms des fichiers seront les plus courts possibles 20 caractères maxi, sans caractères accentués, sans espace, sans caractères spéciaux.

La taille maximum acceptée pour un pli électronique est de 150 Mo.

Chaque document pour lequel une signature est requise doit faire l'objet d'une signature électronique au format XAdES, CAdES ou PAdES. La signature électronique du pli ne vaut pas signature des documents qu'il contient.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, la signature doit être une signature avancée reposant sur un certificat qualifié, tel que défini par le règlement européen n° 910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques (eIDAS). Toutefois, les certificats de signature de type RGS demeurent valables jusqu'à leur expiration.

Le certificat de signature qualifié est délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement eIDAS. Une liste de prestataires est disponible sur le site de l'ANSSI (<https://www.ssi.gouv.fr/>). Il peut aussi être délivré par une autorité de certification, française ou étrangère. Le candidat devra alors démontrer son équivalence au règlement eIDAS.

Le candidat qui utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, ou un certificat délivré par une autre autorité de certification, doit transmettre gratuitement le mode d'emploi permettant la vérification de la validité de la signature.

La signature électronique du contrat par l'attributaire est exigée dans le cadre de cette consultation.

Pour signer électroniquement, le candidat peut utiliser l'un des trois formats de signature autorisés par la réglementation (XAdES, CAdES ou PAdES). Le pouvoir adjudicateur préconise toutefois l'utilisation d'une signature électronique au format pAdES.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

N° du service de support est : 02 23 48 04 54, mail : assistance@megalisbretagne.org. Les candidats sont avertis que la remise de plis de taille importante peut prendre de longues minutes au regard des débits Internet.

9.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation.

Article 10 - Examen des candidatures et des offres

10.1 - Sélection des candidatures

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

La vérification des conditions de participation sera effectuée dans les conditions prévues à l'article R2144-1 du Code de la commande publique.

Régularisation des offres :

L'acheteur se réserve la possibilité de demander aux candidats ayant remis une offre irrégulière de régulariser leur proposition, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. Les justificatifs non substantiels manquants devront alors être fournis dans le délai fixé par l'acheteur à défaut de quoi l'offre du candidat sera définitivement rejetée. Cette régularisation ne peut avoir pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

Offres anormalement basses :

Conformément aux articles R2152-3 à R2152-5 du Code de la commande publique, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande de précisions assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

Les critères relatifs à la candidature et intervenants pour la sélection sont :

- ☐ Les capacités techniques
- ☐ Les capacités financières et professionnelles

Seront éliminés les candidats dont :

- ☐ La candidature est irrecevable au regard des dispositions légales et réglementaires,
- ☐ Qui ne disposent pas de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle en lien avec le projet,
- ☐ Dont la capacité économique et financière, les capacités techniques et professionnelles paraissent insuffisantes au vu des pièces de la candidature.

10.2 – Jugement des offres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres, solution de base et solution variante, sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	45.0 %
2-Valeur technique	55.0 %

Le candidat ayant déposé une offre pour la solution variante se verra attribué 2 notes.

1) Le prix de la prestation sera noté comme suit : Affectation du score sur 45 points

☐ Le moins disant obtiendra la note maxi égale à 45 points

☐ La formule de notation pour classer les offres sera :

$$N = 45 \times (MMD/M)$$

M = montant de l'offre du candidat

MMD = montant de l'offre moins disant

Dans le cas où des erreurs purement matérielles de transcription des prix unitaires de chiffres à lettres seraient constatées, les prix unitaires indiqués en lettres prévaudraient et les prix unitaires en chiffre seraient alors rectifiés en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Le candidat fournira les sous détails de prix pour l'ensemble des prix du bordereau de décomposition du prix globale et forfaitaire.

Les sous détails de prix indiqueront :

☐ Les déboursés ou frais directs, décomposés en :

- Dépenses de salaires et indemnités du personnel, y compris charges salariales,
- Dépenses **détaillées** de matériaux et de matières consommables,
- Dépenses **détaillées** de matériel

☐ Les frais généraux,

☐ Les impôts et taxes, exprimés par des pourcentages des déboursés

☐ La marge pour risques et bénéfices, exprimés par un pourcentage de l'ensemble des postes précédents

2) La valeur technique sera appréciée comme suit : Affectation du score sur 55 points

La valeur technique de l'offre sera jugée sur le contenu du mémoire technique.

L'analyse de la valeur technique est réalisée sur la base d'appréciations données selon les sous-critères ci-après :

Partie	Nature	Répartition
1- Présentation des moyens mis en œuvre pour mener à bien les travaux	1.1 Moyens matériels adaptés aux travaux projetés 1.2 Moyens personnels, encadrement	5 points 5 points
2- Signalisation, Hygiène et sécurité	2.1 Signalisation : présentation détaillée des dispositions envisagées. (ATTENTION ⚠ ZONE A PROTEGER DU PUBLIC) 2.2 Hygiène et sécurité : présentation des moyens envisagés 2.3 Qualité de la méthodologie d'exécution des prestations et organisation (y compris gestion des rotations en sécurité aux abords du public)	3 points 2 points 2 points
3- Qualité de la méthodologie d'exécution	3.1 Présentation des matériaux 3.2 Dispositions techniques envisagées Y compris justification de la variante proposée	8 points 12 points
4 - Performances en matière de protection de l'environnement	4.1 Schéma d'Organisation et de Suivi de l'Evacuation des Déchets 4.2 Performance environnementale : Pertinence des actions proposées propre au projet en termes de réduction des GES (utilisation matière végétale renouvelable, lutte contre les îlots de chaleur urbains), réduction des déchets, réemploi ou recyclage, actions remarquables en termes de performance environnementale sur ce chantier, action sur la gestion des nuisances sonores du chantier etc...	3 points 15 points
Total		55 points

Afin de permettre une analyse impartiale des mémoires, les candidats sont invités à organiser leur document en respectant scrupuleusement les 4 sous-critères précédemment présentés.

10.3 - Attribution du marché

Après analyse des offres, le Maître d'ouvrage se réserve le droit d'engager des négociations avec toute ou partie des candidats.

Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

En cas de négociation, celle-ci porterait sur les 2 critères de jugement :

Prix des prestations

Valeur technique

L'offre la mieux classée sera retenue à titre provisoire en attendant que le candidat produise les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 5 jours.

Article 11 - Renseignements complémentaires

11.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur de la commune de Surzur, dont l'adresse URL est la suivante :

<https://marches.e-megalisbretagne.org>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres. Les documents de la consultation sont communiqués aux candidats dans les 6 jours qui suivent la réception de leur demande.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

Les documents de la consultation sont communiqués aux candidats dans les 6 jours qui suivent la réception de leur demande.

11.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal administratif de Rennes - 3 contour de la Motte - 35000 RENNES cedex

Tél : 02 23 21 28 28 - Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr

Adresse internet(U.R.L) : <http://rennes.tribunal-administratif.fr>

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat). Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Rennes

3 contour de la Motte

35000 RENNES cedex

Tél : 02 23 21 28 28 - Télécopie : 02 99 63 56 84

Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr

Adresse internet(U.R.L) : <http://www.ta-rennes.juradm.fr/>

ANNEXE 1 : Modalités de mise en œuvre de la clause d'insertion

Article 1 – Les principes

L'entreprise retenue pour le présent marché s'engage à mettre en œuvre une action d'insertion au bénéfice de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le Département a rédigé cette annexe qui précise les modalités pratiques de la clause d'insertion sociale ainsi que les correspondants susceptibles d'informer et d'appuyer les entreprises dans cette démarche.

Article 2 – Objet de l'insertion

A l'occasion de l'exécution du marché les entreprises attributaires des marchés s'engagent à réserver un nombre minimum d'heures d'insertion fixé respectivement à 350 heures ; au titre de la clause d'insertion sociale.

Article 3 – Les modalités de l'insertion

❑ *Les publics visés par cette clause sont les suivants :*

- *Les publics bénéficiaires de minima sociaux (RSA, ASS, AAH, ATA) ;*
- *Les jeunes de moins de 26 ans non qualifiés ;*
- *Les personnes handicapées (bénéficiaires de l'obligation d'emploi dont les travailleurs handicapés reconnus par la CDAPH ou la COTOREP)*
- *Les demandeurs d'emploi de longue durée (> 1 an) et demandeurs d'emploi de plus de 50 ans ;*
- *Les personnes relevant d'une structure d'Insertion par l'Activité Économique.*
- *Les bénéficiaires de contrats de professionnalisation embauchés au maximum 3 mois avant l'ordre de service notifiant le démarrage des travaux.*
- *Les bénéficiaires de contrats d'apprentissage (hors cursus initial) embauchés au maximum 12 mois avant l'ordre de service notifiant le démarrage des travaux.*

❑ *Les mesures à disposition des entreprises :*

Dans le cadre de son engagement, plusieurs formes de participation sont offertes aux entreprises :

- *1ère possibilité : l'embauche directe ou la valorisation des postes en alternance tels que précisés à l'article 3-1*
- *2ème possibilité : La sous-traitance ou la co-traitance avec une Entreprise d'Insertion*
- *3ème possibilité : la mutualisation des heures d'insertion :*
- *L'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir d'une Association Intermédiaire (AI), d'une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion ou d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ).*
- *4ème possibilité : Une réponse mixte faisant appel aux différentes solutions présentées ci-dessus.*

Article 4 – le dispositif d'accompagnement des entreprises :

La Fédération des Entreprises d'Insertion Bretagne pourra appuyer l'entreprise dans l'élaboration de l'offre et dans la mise en œuvre de la clause d'insertion.

Elle pourra notamment l'aider à identifier les personnes relevant des publics cibles susceptibles de répondre à son besoin (en cas d'emploi direct) ou à la mettre en relation avec les organismes susceptibles d'y répondre en co-traitance ou sous traitance, ou pouvant leur proposer du personnel intérimaire.

Fédération des Entreprises d'Insertion Bretagne

Jean-Jacques COQUELLE

Chef de projet -clauses sociales

06 11 77 10 99

jj.coquelle@lesentreprisesdinsertion.org

Article 5 – Conditions de présentation des offres et de mise au point du marché

Chaque candidat au marché doit impérativement renseigner l'article de l'acte d'engagement relative à la mise en œuvre de la clause d'insertion sociale.

Article 6 – Contrôle de l'exécution effective de la clause d'insertion

☐ Contrôle réalisé :

Pendant et à l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à faciliter le contrôle de la mise en œuvre de la clause d'insertion par l'organisme habilité par le département à savoir la Fédération des Entreprises d'Insertion Bretagne. A cet effet, l'entreprise s'engage à faciliter les contacts avec les personnes en postes d'insertion et à transmettre les documents nécessaires à l'évaluation du dispositif.

☐ Mesures coercitives en cas de non-respect de la clause

Article 7 - Pénalités pour non-respect de la clause d'insertion sociale

- ☐ En cas de non-respect des obligations relatives à la mise en œuvre de la « clause d'insertion sociale », et après mise en demeure préalable, le(s) titulaire(s) du (des) lot(s) concerné(s) subiront une pénalité égale au nombre d'heures prévu par le marché et non réalisé, multiplié par 3 et multiplié par le SMIC horaire. Si le titulaire se trouve dans l'une des situations décrites à l'article 20.1.4.4 du CCAG Travaux (Arrêté du 30/03/2021), la pénalité ne s'applique pas à la part des heures d'insertion initialement prévues pour lesquelles le Maître d'ouvrage et/ou l'organisme de contrôle ne sont pas parvenus à trouver un moyen pour le titulaire d'y recourir.
- ☐ En cas de défaut caractérisé de transmission des documents d'information propres au contrôle d'exécution de l'action d'insertion (attestations, justificatifs), absence non justifiée à une réunion de suivi de l'exécution de « la clause d'insertion sociale », le(s) titulaire(s) du (des) lot(s) concerné(s) subiront une pénalité de 100 euros par jour de retard à compter de la mise en demeure par le maître d'ouvrage.